CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

avis 79.609/2
du 15 juillet 2026

sur

un projet d'arrêté royal 'modifiant l'arrêté royal du 4 juillet 2024 fixant les normes d'agrément des services ambulanciers actifs dans le cadre de l'aide médicale urgente'

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

advies 79.609/2
van 15 juli 2026

over

een ontwerp van koninklijk besluit 'tot wijziging van het koninklijk besluit van 4 juli 2024 tot vaststelling van de erkenningsnormen voor ambulancediensten actief binnen de dringende geneeskundige hulpverlening'

‡LW-CEH|PCDEI-HJGAJVT‡

Le 18 juin 2026, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Vice-Premier Ministre et Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargé de la Lutte contre la pauvreté à communiquer un avis dans un délai de trente jours prorogé de plein droit [*] jusqu'au 6 août 2026 sur un projet d'arrêté royal 'modifiant l'arrêté royal du 4 juillet 2024 fixant les normes d'agrément des services ambulanciers actifs dans le cadre de l'aide médicale urgente'.

Le projet a été examiné par la deuxième chambre le 15 juillet 2026. La chambre était composée de Patrick RONVAUX, président de chambre, Christine HOREVOETS et Michèle BELMESSIERI, conseillères d'État, Philippe DE BRUYCKER, assesseur, et François GODART, greffier assumé.

Le rapport a été présenté par Véronique SCHMITZ, premier auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise de l'avis a été vérifiée sous le contrôle de Patrick RONVAUX.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 15 juillet 2026.

*

Op 18 juni 2026 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Vice-eersteminister en Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid, belast met Armoedebestrijding verzocht binnen een termijn van dertig dagen van rechtswege[*] verlengd tot 6 augustus 2026 een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot wijziging van het koninklijk besluit van 4 juli 2024 tot vaststelling van de erkenningsnormen voor ambulancediensten actief binnen de dringende geneeskundige hulpverlening'.

Het ontwerp is door de tweede kamer onderzocht op 15 juli 2026. De kamer was samengesteld uit Patrick RONVAUX, kamervoorzitter, Christine HOREVOETS en Michèle BELMESSIERI, staatsraden, Philippe DE BRUYCKER, assessor, en François GODART, toegevoegd griffier.

Het verslag is uitgebracht door Véronique SCHMITZ, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Patrick RONVAUX.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 15 juli 2026.

*

[*] Ce délai résulte de l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 2°, *in fine*, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973 qui précise que ce délai est prolongé de plein droit de quinze jours lorsqu'il prend cours du 15 juin au 15 août.

[*] Deze verlenging vloeit voort uit artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, *in fine*, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, waarin wordt bepaald dat deze termijn van rechtswege verlengd wordt met vijftien dagen wanneer hij begint te lopen tussen 15 juni en 15 augustus.

‡LW-CEH|PCDEI-HGAJVT‡

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 2°, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite essentiellement son examen à la compétence de l'auteur de l'acte, au fondement juridique ainsi qu'à l'accomplissement des formalités prescrites, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées.

FORMALITÉS PRÉALABLES

L'article 3*bis*, § 1er, alinéa 2, de la loi du 8 juillet 1964 'relative à l'aide médicale urgente' requiert en ce qui concerne la fixation par le Roi des normes auxquelles les services ambulanciers et PIT (paramedical intervention team) doivent répondre pour être et rester agréés qu'une concertation avec le ministre de l'Intérieur ait lieu préalablement.

L'auteur du projet doit veiller à ce que cette concertation ait bien eu lieu avant l'adoption du projet [1].

Interrogée à cet égard, la déléguée a répondu ce qui suit :

> « Cette concertation n'a pas encore eu lieu. Elle est prévue pour le lundi 6 juillet 2026. Une fois celle-ci terminée, nous l'ajouterons au préambule conformément aux exigences de forme requises ».

Si l'accomplissement de cette formalité préalable obligatoire devait encore donner lieu à des modifications du texte soumis au Conseil d'État sur des points autres que de pure forme et ne résultant pas des suites réservées au présent avis, les dispositions modifiées ou ajoutées devraient être soumises à nouveau à l'avis de la section de législation conformément à l'article 3, § 1er, alinéa 1er, des lois coordonnées 'sur le Conseil d'État'.

EXAMEN DU PROJET

PRÉAMBULE

Il y a lieu de préciser, à l'alinéa 1er, que ce sont les alinéas 2 et 4 de l'article 3*bis*, § 1er, de la loi du 8 juillet 1964 qui servent de fondements juridiques au projet [2].

En conséquence, il y a lieu de remplacer les mots « , modifié par la loi du 26 décembre 2022 » par les mots « , inséré par la loi du 14 janvier 2002 ».

[1] Voir, dans le même sens, l'avis 76.154/2 donné le 31 mai 2024 sur un projet devenu l'arrêté royal du 4 juillet 2024 'fixant les normes d'agrément des services ambulanciers actifs dans le cadre de l'aide médicale urgente'.

[2] *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation 27, b).

‡LW-CEHIPCDEI-HGAIVT‡

DISPOSITIF

Article 6

Interrogée sur la portée de l'article 59 en projet qui prévoit qu'« [e]n cas de décision favorable, un agrément provisoire est délivré et le service est opérationnel dans le délai indiqué dans le cadre de la demande d'agrément, sauf cas de force majeure de cette décision d'agrément provisoire », la déléguée a répondu ce qui suit :

> « Il s'agit d'une erreur. La disposition modificative doit être formulée comme suit :
>
> Art. 6. À l'article 59 du même arrêté, les mots 'dans le mois qui suit la notification de cette décision d'agrément provisoire' sont remplacés par les mots 'dans le délai indiqué dans le cadre de la demande d'agrément, sauf cas de force majeure'.
>
> La phrase se termine donc par 'sauf cas de force majeure'. Il est ainsi explicitement indiqué qu'en dehors d'un cas de force majeure, le candidat retenu doit commencer à la date qu'il a lui-même mentionnée dans sa demande. En effet, certains appels ne requièrent pas nécessairement d'être opérationnels dans le mois. La force majeure couvre les situations où des facteurs externes retardent la date de début initialement prévue dans la candidature ».

L'article 6 sera modifié en ce sens.

Par ailleurs, il y a lieu de préciser que la modification en projet porte sur l'alinéa 2 de l'article 59 du même arrêté.

Article 7

1. Au 1°, la modification en projet porte sur l'alinéa 1er du paragraphe 1er de l'article 61 du même arrêté.

Le 1° sera complété en ce sens.

2. Concernant le même 1°, la déléguée a précisé ce qui suit en réponse à la question posée sur la raison pour laquelle le délai dans lequel la décision relative à l'agrément définitif est étendu de trente jours à quatre mois :

> « Nous visons, dans tous les cas, à rendre une décision dans les plus brefs délais. Lorsque l'Inspecteur d'Hygiène Fédéral transmet un rapport positif, un agrément définitif dans le délai actuel est généralement envisageable. En présence d'un rapport contenant des observations ou d'un avis négatif, il est toutefois nécessaire de disposer du temps requis pour apprécier correctement l'opportunité d'accorder ou non l'agrément définitif, évaluer les conséquences d'un éventuel refus, motiver celui-ci et organiser les étapes ultérieures afin d'assurer la continuité du service pour la population locale (nouvel appel, etc.) ».

‡LW-CEH|PCDEI-HJGAJVT‡

Article 8

Concernant l'article 8, afin d'assurer la bonne insertion dans l'arrêté royal concerné, la déléguée a proposé de le rédiger de la manière suivante :

> « Art. 8. Aux articles 72, § 1er, et 77, § 2, du même arrêté, les mots 'l'agrément' sont remplacés par les mots 'l'agrément provisoire ou définitif' ».

L'article 8 sera revu en ce sens en précisant que la modification est apportée à l'article 77, § 2, alinéa 1er.

Article 11

L'article 11 prévoit une entrée en vigueur à la date du 1er septembre 2024.

Eu égard à la rétroactivité envisagée, il y a lieu de rédiger la disposition en remplaçant les mots « entre en vigueur » par les mots « produit ses effets ».

Il résulte des informations complémentaires qui avaient été transmises à l'Inspecteur des Finances en date du 9 juin 2026 en réponse à la question suivante de celui-ci (« Pourquoi faire entrer le projet d'AR en vigueur rétroactivement au 1/9/2024, dans la mesure où la mesure de transition est prolongée ? Les corrections introduites nécessitent-elles une entrée en vigueur rétroactive ? ») que l'auteur du texte justifie la rétroactivité prévue comme suit :

> « Nous opterions pour une entrée en vigueur rétroactive à la date d'entrée en vigueur de l'arrêté du 4 juillet 2024, soit le 1er septembre 2024, étant donné qu'il s'agit, dans plusieurs cas, de corrections ou de précisions matérielles. Dans un souci de sécurité juridique, cette date nous a semblé constituer le meilleur choix. La nécessité absolue peut certes prêter à discussion, mais cette solution nous a paru être celle qui susciterait le moins d'incertitudes sur le terrain ».

En l'espèce, la rétroactivité est admissible.

*

‡LW-CEH|PCDEI-HJGAJVT‡

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten 'op de Raad van State', gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving zich, overeenkomstig artikel 84, § 3, van de gecoördineerde wetten, voornamelijk tot het onderzoek van de bevoegdheid van de steller van de handeling, de rechtsgrond en de vraag of de voorgeschreven vormvereisten zijn vervuld.

VOORAFGAANDE VORMVEREISTEN

Wat betreft het vaststellen door de Koning van de normen waaraan ambulancediensten en PIT's (paramedical intervention teams) moeten voldoen om erkend te worden en te blijven, schrijft artikel 3*bis,* § 1, tweede lid, van de wet van 8 juli 1964 'betreffende de dringende geneeskundige hulpverlening' voor dat vooraf overleg wordt gepleegd met de minister van Binnenlandse Zaken.

De steller van het ontwerp moet erop toezien dat dit overleg wel degelijk heeft plaatsgevonden voordat het ontwerp vastgesteld wordt.[1]

Op een vraag in dat verband heeft de gemachtigde het volgende geantwoord:

> "Cette concertation n'a pas encore eu lieu. Elle est prévue pour le lundi 6 juillet 2026. Une fois celle-ci terminée, nous l'ajouterons au préambule conformément aux exigences de forme requises."

Indien de aan de Raad van State voorgelegde tekst naar aanleiding van het vervullen van dat verplicht voorafgaand vormvereiste nog wijzigingen zou ondergaan die niet louter vormelijk zijn en evenmin het resultaat zijn van het gevolg dat aan dit advies gegeven wordt, moeten de gewijzigde of toegevoegde bepalingen op hun beurt om advies aan de afdeling Wetgeving worden voorgelegd overeenkomstig artikel 3, § 1, eerste lid, van de gecoördineerde wetten 'op de Raad van State'.

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP

AANHEF

In het eerste lid dient gestipuleerd te worden dat het tweede en vierde lid van artikel 3*bis*, § 1, van de wet van 8 juli 1964 de rechtsgrond vormen van het ontwerp.[2]

Vervolgens dienen dan de woorden ", gewijzigd bij de wet van 26 december 2022" te worden vervangen door de woorden ", ingevoegd bij de wet van 14 januari 2002".

[1] Zie in dezelfde zin advies 76.154/2 van 31 mei 2024 over een ontwerp dat geleid heeft tot het koninklijk besluit van 4 juli 2024 'tot vaststelling van de erkenningsnormen voor ambulancediensten actief binnen de dringende geneeskundige hulpverlening'.

[2] *Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten,* www.raadvst-consetat.be, tab "Wetgevingstechniek", aanbeveling 27, b).

‡LW-CEH|PCDEI-HGAAVT‡

DISPOSITIEF

Artikel 6

Op een vraag in verband met de strekking van het ontworpen artikel 59, dat bepaalt dat "[i]n geval van een gunstig besluit (…) een voorlopige goedkeuring [wordt] afgegeven en (…) de dienst operationeel [is] binnen de termijn opgegeven in het kader van de erkenningsaanvraag, behoudens overmacht van dit voorlopige goedkeuringsbesluit", heeft de gemachtigde het volgende geantwoord:

> "Il s'agit d'une erreur. La disposition modificative doit être formulée comme suit:
>
> Art. 6. À l'article 59 du même arrêté, les mots 'dans le mois qui suit la notification de cette décision d'agrément provisoire' sont remplacés par les mots 'dans le délai indiqué dans le cadre de la demande d'agrément, sauf cas de force majeure'.
>
> La phrase se termine donc par 'sauf cas de force majeure'. Il est ainsi explicitement indiqué qu'en dehors d'un cas de force majeure, le candidat retenu doit commencer à la date qu'il a lui-même mentionnée dans sa demande. En effet, certains appels ne requièrent pas nécessairement d'être opérationnels dans le mois. La force majeure couvre les situations où des facteurs externes retardent la date de début initialement prévue dans la candidature."

Artikel 6 moet in die zin gewijzigd worden.

Bovendien dient nauwkeuriger vermeld te worden dat de ontworpen wijziging betrekking heeft op het tweede lid van artikel 59 van hetzelfde besluit.

Artikel 7

1. De ontworpen wijziging in de bepaling onder 1° heeft betrekking op het eerste lid van paragraaf 1 van artikel 61 van hetzelfde besluit.

De bepaling onder 1° moet in die zin aangevuld worden.

2. In verband met diezelfde bepaling onder 1° heeft de gemachtigde het volgende geantwoord op de vraag waarom de beslissing over de definitieve erkenning niet langer binnen een termijn van dertig dagen maar binnen een termijn van vier maanden ter kennis moet worden gebracht:

> "Nous visons, dans tous les cas, à rendre une décision dans les plus brefs délais. Lorsque l'Inspecteur d'Hygiène Fédéral transmet un rapport positif, un agrément définitif dans le délai actuel est généralement envisageable. En présence d'un rapport contenant des observations ou d'un avis négatif, il est toutefois nécessaire de disposer du temps requis pour apprécier correctement l'opportunité d'accorder ou non l'agrément définitif, évaluer les conséquences d'un éventuel refus, motiver celui-ci et organiser les étapes ultérieures afin d'assurer la continuité du service pour la population locale (nouvel appel, etc.)."

‡LW-CEH|PCDEI-HJGAJVT‡

Artikel 8

De gemachtigde heeft voorgesteld artikel 8 als volgt te redigeren zodat de woorden in kwestie correct worden ingevoegd in het betrokken koninklijk besluit:

"Art. 8. Aux articles 72, § 1er, et 77, § 2, du même arrêté, les mots 'l'agrément' sont remplacés par les mots 'l'agrément provisoire ou définitif'."

Artikel 8 moet in die zin herzien worden en daarbij dient te worden vermeld dat de wijziging aangebracht wordt in artikel 77, § 2, eerste lid.

Artikel 11

Artikel 11 bepaalt dat het besluit in werking treedt op 1 september 2024.

Gelet op de geplande terugwerking dient de bepaling aldus te worden geredigeerd dat daarin de woorden "treedt in werking" vervangen worden door de woorden "heeft uitwerking".

Uit de aanvullende informatie die op 9 juni 2026 aan de inspecteur van Financiën bezorgd is als antwoord op een vraag van hem ("Pourquoi faire entrer le projet d'AR en vigueur rétroactivement au 1/9/2024, dans la mesure où la mesure de transition est prolongée? Les corrections introduites nécessitent-elles une entrée en vigueur rétroactive?") blijkt dat de steller van de tekst de geplande terugwerking als volgt verantwoordt:

"Nous opterions pour une entrée en vigueur rétroactive à la date d'entrée en vigueur de l'arrêté du 4 juillet 2024, soit le 1er septembre 2024, étant donné qu'il s'agit, dans plusieurs cas, de corrections ou de précisions matérielles. Dans un souci de sécurité juridique, cette date nous a semblé constituer le meilleur choix. La nécessité absolue peut certes prêter à discussion, mais cette solution nous a paru être celle qui susciterait le moins d'incertitudes sur le terrain."

In casu kan de terugwerking worden aanvaard.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

François GODART Patrick RONVAUX

‡LW-CEH|PCDEI-HJGAJVT‡